

Bulletin du FMI

MINISTRES DES FINANCES AFRICAINS

L'incertitude mondiale pèse sur les résultats des réformes en Afrique

Bulletin du FMI en ligne
13 octobre 2012



Construction d'une route à Kigali, au Rwanda : le manque d'infrastructures constitue le principal obstacle au commerce intra-africain (photo: Simon Maina/AFP)

- Les investissements se font attendre après des réformes qui ont amélioré le climat des affaires
- Il est essentiel de mettre à niveau les infrastructures pour accroître les échanges commerciaux entre les pays africains
- Les ministres prennent note de la plus grande flexibilité des institutions de Bretton Woods

L'incertitude qui entoure la conjoncture mondiale freine l'investissement étranger dans les pays africains et retarde les retombées positives que les pays africains attendaient après avoir amélioré le climat des affaires, ont déclaré les ministres des finances africains.

Lors d'une conférence de presse organisée pendant l'Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale à Tokyo, les ministres ont noté que le fait que l'Afrique ait maintenu une croissance annuelle moyenne d'environ 5 % pendant une période difficile pour l'économie mondiale a donné des raisons d'être confiant.

« Le problème principal, comme on l'a dit pendant cette assemblée, c'est l'incertitude qui persiste : nous ne savons pas ce qui arrivera l'année prochaine à l'économie mondiale », a déclaré le Ministre des finances du Rwanda, John Rwangombwa.

M. Rwangombwa a noté que le Rwanda avait opéré plusieurs réformes en vue d'attirer des investisseurs étrangers. Le pays a démantelé des obstacles à l'investissement privé, et, au cours des quatre dernières années, il a rehaussé son indicateur de la pratique des affaires (« Doing Business ») en mettant en place des conditions propices à l'investissement — national et étranger.

Un projet mis à mal

« Ces problèmes de l'économie mondiale nous empêchent de profiter des avantages que nous devrions recevoir après avoir mis en place un environnement propice à l'investissement étranger », a déclaré M. Rwangombwa. « Pour maintenir nos taux de croissance, nous devons passer d'une économie principalement agricole à une économie basée sur les services, et nous avons besoin d'investisseurs étrangers pour mener à bien ce projet que

nous avons ; si cette incertitude n'est pas levée immédiatement, notre projet sera mis à mal ».

« Même lorsque que notre gestion économique atteint un certain degré de maturité, nous restons tributaires de l'économie mondiale pour l'investissement et les marchés d'exportation », a noté M. Rwangombwa.

Le Ministre de l'économie de la Guinée, Kerfalla Yansane, a déclaré que la Guinée a besoin d'un surcroît appréciable de ressources pour répondre aux besoins sociaux parce que plus de la moitié de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté. « Mais nous ne recevons pas encore les investissements considérables qui nous aideraient à satisfaire les attentes de la population, et je pense que cela s'explique en partie par la conjoncture internationale ».

La Ministre des finances de la Namibie, Saara Kuugongelwa-Amadhila, a souligné l'incertitude qui entoure les perspectives d'une résolution rapide des problèmes économiques et financiers mondiaux et d'un retour d'une croissance vigoureuse du commerce mondial. « L'incertitude qui continue d'entourer les perspectives de l'économie mondiale, et en particulier la crise dans la zone euro, amplifie la tâche à accomplir », a-t-elle noté.

« Cette incertitude pèsera à coup sûr sur l'activité et les perspectives économiques dans une petite économie ouverte comme celle de la Namibie. Dans ces conditions, la Namibie s'est préparée à faire face au mieux à l'instabilité financière, qu'elle provienne de l'intérieur ou de l'extérieur du pays ».

Mise à niveau des infrastructures

En réponse à des questions de journalistes, les ministres ont souligné qu'une augmentation du commerce entre les pays africains stimulerait la croissance et l'emploi, mais dépend d'une mise à niveau des infrastructures sur l'ensemble du continent.

M. Rwangombwa a noté que, pour soutenir la croissance en Afrique, il faut accroître les échanges commerciaux entre les pays africains. L'intégration régionale est l'un des moyens permettant d'atteindre cet objectif : ainsi, le Rwanda est membre de la Communauté de l'Afrique de l'Est, qui fonctionne comme une union douanière, un marché commun et une zone de libre-échange.

« Mais le plus gros obstacle au commerce entre les pays africains, ce sont les infrastructures, c'est-à-dire comment nous transportons les biens d'un pays à l'autre. Dans ce domaine, nous avons un problème », a noté M. Rwangombwa. Les pays membres de la Communauté de l'Afrique de l'Est cherchent ensemble, en tant que groupe, à attirer des investissements dans les infrastructures, ce qui est plus logique que de chercher à le faire individuellement.

Mme Kuugongelwa-Amadhila a déclaré que l'Afrique est attachée à son intégration et met en oeuvre un programme allant dans ce sens. La Communauté du développement de l'Afrique australe (SADC) a déjà mis en application un accord de libre-échange, et plus de 80 % des

biens qui circulent entre ses pays membres sont exempts de droits de douane. Le groupe cherche aussi à mettre en place un système commun d'administration douanière.

Promotion du commerce

La communauté dispose d'une union douanière et d'une zone monétaire commune, a noté Mme Kuugongelwa-Amadhila. Le groupe a mis en place aussi un fonds qui favorise le développement des infrastructures transfrontalières et assure l'intégration physique des membres de la communauté pour promouvoir le commerce.

M. Yansane a fait observer toutefois que, pour promouvoir le commerce entre les pays africains, il faut aussi de la stabilité politique. Dès qu'il y a de l'instabilité dans un pays, les dirigeants font tout leur possible pour y remédier. Le ministre a noté que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest encourage la libre circulation des personnes et des biens. « La sous-région est la seule en Afrique où les visas ne sont plus nécessaires pour les citoyens des pays membres », a déclaré M. Yansane.

Il a noté aussi que la communauté avait mis en place des projets d'interconnexions dans le domaine de l'énergie, avec notamment un pool énergétique au niveau de l'Afrique de l'Ouest. Il a déclaré que la Guinée a des projets importants de barrages hydroélectriques pour la production nationale d'électricité et l'exportation vers les pays voisins.

Un FMI plus souple

Les ministres sont d'avis que le FMI et la Banque mondiale sont aujourd'hui plus flexibles en ce qui concerne l'aide qu'ils apportent à leurs pays membres pour concevoir des programmes à l'appui d'accords financiers, entre autres. « Nous ne recevons plus du FMI ou de la Banque mondiale des programmes qui nous disent de faire ceci ou cela », a déclaré M. Rwangombwa. « Les deux institutions soutiennent les efforts que nous déployons pour aller dans la direction que nous souhaitons prendre en tant que pays. Elles nous soutiennent simplement, sans imposer quoi que ce soit. »

Mme Kuugongelwa-Amadhila a observé aussi un changement positif dans la manière dont les institutions de Bretton Woods traitent avec les pays en développement. « En particulier, elles ont accepté le rôle positif que la politique budgétaire peut jouer pour soutenir la croissance après ce qui est arrivé à l'économie mondiale. ».

Mais elle a ajouté qu'elle souhaiterait voir « une attitude plus positive » de la part des institutions en ce qui concerne la prise en compte des facteurs propres à chaque pays et la diversification des instruments de prêt, par opposition à l'application d'un modèle unique.

M. Yansane a noté que la Guinée s'était affranchie récemment du mécanisme d'allègement de dette de l'initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés. Cet affranchissement a ouvert une nouvelle phase dans le développement économique de la Guinée, et le pays aura besoin d'aide dans la période à venir. « Il y a plus de confiance entre nos pays et les institutions », a déclaré M. Yansane.